



TDR Recrutement Consultant

INFORMATION GENERALE

Titre du poste : Consultant National pour élaboration des pré-indicateurs des besoins sécuritaires spécifiques des femmes dans la mise en œuvre de l'accord pour la paix

Type de Consultation : Temporaire

Durée du contrat : 28 Jours d'où 7 jours par région

Lieu : Régions de Tombouctou, Mopti, Gao et Ménaka /République du Mali

Superviseur/collaborateur: Coordinateur de WANEP-Mali

I. Présentation de WANEP

WANEP (West Africa Network for Peacebuilding) c'est-à-dire le Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la paix est un important organisme de consolidation de la paix régionale fondée en 1998 en réponse aux guerres civiles qui ont ravagé Afrique de l'Ouest dans les années 1990. Au fil des ans, WANEP a réussi à établir de solides réseaux nationaux dans les 15 Etats membres de la CEDEAO chaque Etat membre de la CEDEAO avec plus de 500 organisations membres à travers l'Afrique occidentale dont avec plus d'une soixantaine au Mali. WANEP met l'accent sur des approches collaboratives pour la prévention des conflits et consolidation de la paix, en collaboration avec divers acteurs de la société civile, les gouvernements, les organismes intergouvernementaux, les groupes de femmes et d'autres partenaires dans le but d'établir une plate-forme pour le dialogue, le partage d'expériences et l'apprentissage, complétant ainsi les efforts à assurer la paix et le développement durable en Afrique de l'Ouest et au-delà.

WANEP, après tant d'années d'expériences, a réussi à devenir un partenaire crédible aux niveaux régional, continental et international dans l'édification et la consolidation de la paix. L'antenne malienne du réseau a été officiellement créée et lancée en décembre 2010. Depuis, WANEP-Mali travaille pour l'édification et la consolidation de la paix à travers la mise en œuvre de 4 programmes phares.

II. Contexte – Justification :

En vue de permettre la pleine participation des femmes de différentes communautés des Régions citées dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale issu du processus d'Alger signé les 15 mai et 20 juin 2015, WANEP-Mali en Partenariat avec l'ONU-Femmes entend mettre en œuvre un Projet dénommé « **Projet d'Appui à la résilience communautaire à travers le renforcement des capacités des femmes du Nord pour leur participation accrue au processus de mise en œuvre de l'accord pour la paix et la Réconciliation au Mali** ».

La crise multiforme et multidimensionnelle qu'a connue le Mali en 2012 est le malheureux aboutissement des rebellions et crises sécuritaires auxquelles ont eu à faire face les différents régimes politiques du Mali indépendant. En effet, de l'indépendance à nos jours, chaque régime a eu à faire face à la rébellion armée du Nord mais la pire forme est celle que vivent les maliens depuis 2012. Elle a certes réussi à faire fortement tanguer le bateau mais jamais à le faire chavirer. Par ailleurs, cette crise a entraîné l'exacerbation des violences basées sur le genre, violences qui ont pour noms : viols de tout genre souvent sous le regard impuissant des parents des victimes, esclavage sexuel, mariage collectif, mariage forcé, châtiments par lapidation ... etc. Une frange importante de la population du Nord a été ainsi obligée d'emprunter soit le chemin des déplacés vers le centre et le sud du pays soit le chemin des réfugiés dans les pays voisins. Les femmes et les jeunes, ont de tous les temps été les premières victimes, constituant de ce fait la couche la plus vulnérable des crises sécuritaires successives qui ont paralysé dans le temps et dans l'espace le développement durable du Mali, Le retour à une paix durable à laquelle aspire le peuple malien, se fera au prix de la pose quotidienne d'actes permettant de renouer avec le vivre ensemble et la cohésion sociale légendaire d'antan du Mali. Une solution qui, à travers de nombreuses stratégies, reste largement à la portée des maliens.

Fruit de plus d'une année de négociations entre le Gouvernement du Mali et les Mouvements armés, l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, reste une grande piste d'espoir pour le retour de la paix durable à travers la réussite de sa mise en œuvre effective car si une chose est de parvenir à un accord, une autre est surtout de réussir sa mise en œuvre. Un espoir qui se trouve renforcé par l'opérationnalisation en perspective du G5 Sahel, la montée en puissance à travers le recrutement, la formation et l'équipement des FAMAS, la présence de la MINUSMA et de Barkhane, ... etc. Pour réussir la mise en œuvre de l'accord, des commissions thématiques nationales ont été mises en place, des structures étatiques en faveur de la paix ont été créées et de nombreuses organisations de la société civile sont en ordre de bataille en faveur de la paix et de la stabilité du pays. Malgré l'existence d'une réelle volonté politique au niveau des plus hautes autorités du pays de donner à la femme, la place qui est la sienne dans la gestion de la cité, elle reste faiblement représentée dans les instances dirigeantes.

A titre illustratif, le tableau ci-dessous est assez révélateur de la faible présence des femmes dans les instances décisionnelles du pays :

N°	STRUCTURES	TOTAL MEMBRES	NOMBRE FEMMES	Pourcentage %
1	Comité de Suivi de l'Accord (CSA)	39	2	5%
2	Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR)	25	5	20%
3	Commission Nationale DDR	33	1	3%
4	Commissariat RSS	45	4	9%
5	Commission d'Intégration	21	0	0%
6	MOC/Gao	790	1	0.1%
7	Autorités Intérimaires	37	2	5%

8	Conseillers Spéciaux auprès des Gouverneurs	12	2	17%
9	Comité de Préparation de la Conférence d'Entente Nationale	43	14	33%
TOTAL		1045	31	3%

Une tendance qui est à renverser par une approche genre passant tout d'abord par le renforcement du leadership féminin. Pour mettre une telle approche en contribution à l'édification et à la consolidation de la paix, il est urgent de lancer les projecteurs sur les besoins sécuritaires spécifiques des femmes des régions du Nord et du centre pour leur participation effective et de qualité au processus de pacification et de stabilisation du Mali.

WANEP dans son approche collaborative a entrepris ce partenariat avec ONU-Femmes en vue de renforcer le leadership féminin au service de la réconciliation nationale et du développement durable.

Pour faire de ce renforcement de capacité des femmes la locomotive de leur repositionnement au cœur du dispositif pour le retour de la paix au Mali, WANEP en partenariat avec ONU-Femmes recrute un consultant national pour contribuer à l'atteinte de l'objectif global de ce projet en tenant compte des spécificités des besoins sécuritaires des femmes à travers des sessions de formations et d'ateliers au Nord et au Centre du Mali.

III. Objectif Global du projet :

Contribuer et soutenir les efforts de construction d'une paix durable à travers la prise en compte des préoccupations sécuritaires des femmes dans le processus de mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale au Mali.

Objectifs Spécifiques du projet:

Le Réseau Ouest-africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) et son partenaire financier ONU-Femmes ambitionnent, à travers leur partenariat, de réaliser les principaux objectifs suivants :

- Identifier les besoins sécuritaires des femmes des régions du nord dans le contexte sécuritaire actuel du Mali;
 - Intégrer l'approche genre dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation
 - Renforcer la capacité des femmes en la maîtrise du contenu de l'Accord pour leur pleine implication dans sa mise en œuvre
 - Inventorier les activités menées par les femmes pour le retour d'une paix durable au Mali ;
 - Elaborer et valider les indicateurs d'appréciation de la participation des femmes dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale au Mali ;
 - Mettre en place des réseaux opérationnels d'organisations de femmes œuvrant en faveur du vivre ensemble et très actifs dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation
 - Réussir la mise en place d'une stratégie efficace de communication au sein du réseau des femmes actrices de la mise en œuvre de l'accord et entre le réseau et les différents acteurs/structures de la mise en œuvre de l'Accord.
-
- Rechercher et accompagner les ex-combattantes ou affiliées aux groupes armés à préserver leur statut dans la recherche des solutions de Paix;

IV. Méthodologie :

Le consultant, en plus de sa maîtrise du contenu de l'Accord de Paix et de Réconciliation issu du processus d'Alger, doit avoir une expertise avérée en approche genre et en son intégration dans les politiques et programmes d'édification de la paix. Il doit avoir de solides connaissances des zones du Nord et du centre du Mali, connaître le monde des OSC et particulièrement des organisations féminines placées sous le leadership féminin.

Il mènera ses investigations auprès des femmes leaders et des membres des organisations de femmes à la base, actives dans le processus du retour de la paix durable pour élaborer des indicateurs relatifs à la participation des femmes à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

V. Taches à effectuer

- Elaborer et soumettre à WANEP un draft d'indicateurs relatifs à la participation des femmes au processus de mise en œuvre de l'accord ;
- Intégrer les observations/commentaires/suggestions d'amélioration du draft d'indicateurs
- Tenir et animer des ateliers de validation des indicateurs et de renforcement de capacité de des femmes en mécanismes d'édification et de consolidation de la paix
- Produire le Rapport final d'indicateurs après les ateliers de validation

VI. DUREE

La durée de la présente consultation est de 28 (vingt-et-huit) jours d'où 7 jours par région pour Tombouctou, Mopti, Gao et Ménaka à compter du 01^{er} mars 2018.

VII. SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les dossiers des candidats intéressés par le présent avis doivent être déposés au bureau de WANEP-Mali (sis à Torokorobougou /Rue : 228, Porte : 28, Tél : 20 73 76 10) ou transmis par courrier électronique à l'adresse suivantes : wanepmali@gmail.com. Date limite de de dépôt des candidatures : le 20 février 2018 à 17h 30.

Le dossier de candidature doit comprendre :

- Un CV détaillé du candidat (3 pages maximum) ;
- Un échantillon de travail sur l'élaboration d'indicateurs ;
- Echantillon de modules de formation sur l'Accord pour la paix.